

Afghanistan, l'horreur sans fin

Huit ans de guerre n'ont rien résolu en Afghanistan. Les victimes civiles sont multiples. Les talibans occupent largement le terrain. Les manipulations lors du récent scrutin présidentiel ont montré la fragilité du système Karzaï. Et aucune lumière ne laisse entrevoir le bout du tunnel.

Durant la nuit du 3 au 4 septembre, c'était le massacre. Le nième d'une longue série et, hélas, pas le dernier. Des membres du contingent allemand de l'OTAN en Afghanistan faisaient exploser deux camions d'essence



Frappe de l'OTAN

volés par les talibans. Après avoir menti sur la personnalité des nombreuses personnes décédées, Bonn devait admettre qu'il y avait eu parmi les nonante victimes de nombreux femmes et enfants. Leur crime ? Avoir tenté de récupérer une partie du précieux liquide dans les véhicules ensablés.

Du coup, le commandant en chef des forces internationales accouchait dans l'urgence d'une nouvelle doctrine. Désormais, claironnait le général Stanley McChrystal, « la mission est de protéger la population afghane. » La protéger ? Lui rendre confiance dans la croisade occidentale ? En mai dernier, le chef des alliés précédent avait jeté le gant

après la mort de 97 civils dans des raids aériens. Et puis, comment protéger qui dans une guerre d'intervention ? Selon certaines sources, on évalue à quelque mille le nombre des victimes civiles en un an. Mais on ne parle guère d'une série des « dommages collatéraux ». Il y a un an, après la mort dans une embuscade de 10 soldats français, près d'une centaine de civils périssaient sous les bombes dans l'ouest du pays.

Au-delà des promesses et des incantations d'usage, des engagements à « gagner le cœur des Afghans », rien ne change. Et cette opération, officiellement lancée pour liquider les bases arrières d'Al Qaida après les attentats du 11 septembre, est vite devenue une guerre d'occupation. Alors espérer « l'adhésion » des Afghans quand les troupes du mollah Omar sont passées de 4000 à 20 000 hommes dans un pays gangréné par la drogue et la corruption...

Vœu pieux

Chaque jour ou presque livre son lot de morts civils, attentats perpétrés par les talibans ou attaques à la bombe des avions alliés. Au nom de la « sécurité de l'Occident » affirment certains bons esprits qui ne veulent pas voir le borbier où s'engluent les troupes, les civils et les perspectives de paix. Pour se donner des arguments et tenter de voir le bout du sanglant tunnel, Londres, Paris et Berlin envisagent, avant la fin de l'année, une conférence des Nations unies avec le gouvernement afghan, l'OTAN et les nations participant à la force internationale. Ils ont fait valoir que les « nouvelles autorités afghanes », issues des récentes élections « devront progressivement assumer davantage de responsabilités dans la stabilisation et le développement du pays. » Un vœu pieux quand on sait le peu de crédibilité dont bénéficient dans la population de « nouvelles autorités ».

Les élections ont, en effet, été tout, sauf un modèle de clarté et de démocratie. La presse n'a pu avoir accès aux bureaux de vote. Bien des Afghans n'ont pas jugé utile de se déplacer ou n'ont pas osé aller voter, de peur des représailles des talibans – officiellement 38% de participation. Le 16 septembre, la mission européenne d'observation des élections présidentielles a évoqué des fraudes massives. A la grande colère du président sortant Hamid Karzaï, le chef adjoint de la mission, Dimitri Ioannou, 1,5 million de votes suspects étaient déjà identifiés, pour l'essentiel favorables à Karzaï, contre 300 000 à son principal rival Abdullah Abdullah. La commission des plaintes, mise en place en partie par l'ONU, a donc ordonné un recomptage dans plus de 10% des bureaux de vote.

Cela n'a pas empêché un comportement aussi distant qu'hypocrite et pathétique de la Commission européenne. Résumé ainsi par le ministre des Affaires étrangères suédois des Affaires étrangères Carl Bildt : « Notre espoir sincère est que le résultat de l'élection soit vu comme crédible par les Afghans eux-mêmes. L'important est que le processus électoral soit conclu. »

Magnifique déni de réalité, évidemment destinés aux opinions occidentales de plus en plus opposées à cette guerre sans avenir.

Une porte de sortie ?

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier a évoqué un retrait militaire dans les quatre prochaines années et demandé une réflexion sur le sens même de ce conflit.

A l'OTAN même, on louvoie : pas de « plan de sortie » pour l'heure. Mais on commence à admettre qu'il n'y a aucun « intérêt » à rester dans le pays.

Mais c'est à Washington aussi que le doute s'instille. Entre Karzaï et l'administration Obama, une véritable crise de confiance s'est mise à enfler. « La lune de miel est bel et bien terminée. Installé au pouvoir à Kaboul par les Américains au lendemain de la chute du régime taliban, fin 2001, M. Karzaï est désormais considéré à Washington comme le problème, et non plus comme la solution au chaos afghan. Les tensions apparues entre les Occidentaux et l'équipe Karzaï autour des résultats du scrutin présidentiel du 20 août, entaché de fraudes massives, s'inscrivent dans ce climat déjà passablement dégradé » a commenté le journal Le Monde. Alors que les talibans ne relâchent pas l'étreinte du terrorisme.



Obama - Karzaï

Cette prise de distance s'est affirmée en 2008. M. Obama, qui ne cachait pas son antipathie envers Karzaï, sera élu. Celui-ci doit gérer son impopularité à l'intérieur du pays comme il voit s'assombrir l'horizon à l'extérieur. Il a donc opéré un revirement brutal et adopté un ton nationaliste afin de se défaire de son image de « fantoche » des Américains. Il s'est rapproché soudain des Russes honnis et même des Iraniens. Il a multiplié les critiques contre les frappes de l'OTAN et leurs victimes civiles. Il est allé jusqu'à exiger des occidentaux un calendrier débouchant sur un retrait de leurs troupes. Certes, il était alors en campagne électorale. Certes aussi, si les Pachtounes trouvent ces initiatives utiles quand les chefs talibans l'envoient au diable. Mais au total le fil s'est distendu avec les capitales impliquées dans le conflit et la lune de miel est bel et bien finie.

Incompétent et corrompu

A Washington, on lui reproche désormais ouvertement son incompétence, la corruption de ses proches, leurs liens avec les réseaux de la drogue. Il n'y a plus un Bush pour le tenir sous son aile tutélaire.

« Déjà en février 2008, alors qu'il n'était que le colistier du candidat Obama, le sénateur Joseph Biden en visite à Kaboul s'était violemment heurté à M. Karzaï, tournant les talons lors d'un dîner au palais présidentiel. La conversation avait dérapé autour de la corruption de l'entourage du chef de l'Etat.» a commenté Le Monde. Depuis lors, les relations sont glaciales entre les Etats-Unis et ce que la secrétaire d'Etat Hilary Clinton a qualifié de « narco-state ». Installé au pouvoir à Kaboul par les Américains au lendemain de la chute du régime taliban, fin 2001, M. Karzaï est désormais considéré à Washington comme le problème, et non plus comme la solution au chaos afghan. Les tensions apparues entre les Occidentaux et l'équipe Karzaï autour des résultats du scrutin présidentiel du 20 août, entaché de fraudes massives, s'inscrivent donc dans un climat déjà passablement dégradé.

Et il sera de plus en plus difficile d'ignorer les opinions publiques des pays engagés. On l'a encore vu après la

mort de six soldats italiens dans un attentat à la voiture piégée le 17 septembre à Kaboul. Ce drame a relancé en Italie le débat sur la présence d'un contingent en Afghanistan, y compris à l'intérieur même du gouvernement.

Silvio Berlusconi, a ainsi dû préciser, à l'issue d'un récent sommet européen qu'il souhaitait faire « rentrer au plus vite » les soldats, en concertation avec ses alliés. Une réduction du contingent est d'ailleurs prévue, a-t-il assuré. Depuis que l'Italie a envoyé ses troupes en Afghanistan (2 300 hommes), 21 soldats y sont déjà tombés, dont 14 à la suite d'attentats. Dans l'opinion, les tenants d'un retrait sont majoritaires (56 %), mais ils sont surtout encore plus nombreux (69 %) à s'opposer au renforcement de la présence italienne en armes et en hommes.

Un front du refus populaire

Le nombre croissant des pertes sonne comme une remise en cause et l'on voit s'organiser un véritable front contre la poursuite de cette guerre. En France, à l'été 2008, après la mort de 10 soldats victimes d'une embuscade dans la vallée d'Uzbin, la gauche avait manifesté son opposition à cet engagement. Au mois d'août, une enquête de l'IFOP a montré que 64 % des Français sont désormais opposés à la participation de la France aux combats en Afghanistan qui ont jusqu'à présent causé la mort de 31 soldats.

Aux Etats-Unis, maîtres d'œuvre du dispositif militaire, l'opinion vacille. Surtout depuis fin août, le mois le plus meurtrier (184 morts) pour l'armée américaine depuis le début de son intervention, fin 2001. Publiée le 1^{er} septembre, une étude de CNN a conclu que 57 % des Américains sont opposés à cette guerre. Le 10 septembre, Nancy Pelosi, chef de file des démocrates à la Chambre des représentants, a déclaré qu'il n'y avait pas « beaucoup de soutien dans le pays ni au Congrès pour l'envoi de davantage de troupes en Afghanistan ». Le mouvement « antiguerre » aux Etats-Unis, en retrait depuis l'élection de Barack Obama et l'annonce d'un plan de retrait des troupes d'Irak, se reconstitue progressivement. M. Obama a déclaré, le 16 septembre, que l'envoi de nouvelles troupes n'avait fait l'objet « d'aucune décision immédiate » et que « l'Afghanistan, ce n'est pas le Vietnam ». Même si ce conflit apparaît lui aussi sans issue.

Au Canada (131 morts au 17 septembre), la participation à la mission de l'OTAN est depuis longtemps rejetée par la population et le gouvernement a décidé de se désengager à partir de l'été 2011. Un millier de militaires canadiens pourraient rester sur place, mais au titre d'instructeurs. Quant aux Britanniques, ils sont de plus en plus hostiles à l'intervention de leurs soldats en Afghanistan (60 % selon un sondage publié le 10 septembre). Au total, depuis 2001, 214 soldats britanniques ont perdu la vie, bien plus qu'en Irak (179 morts), d'où Londres a retiré ses troupes.

Tout en proclamant que la présence des soldats britanniques est cruciale pour briser « la chaîne du terrorisme » qui part des reliefs afghans pour se terminer dans les rues de son pays, le premier ministre, Gordon Brown, aimerait pourtant commencer à se désengager avant les élections prévues d'ici à mai 2010.

En Allemagne également, le débat sur la légitimité de l'engagement en Afghanistan a été relancé après le raid meurtrier ordonné par un officier de la Bundeswehr, le 4 septembre, dans la province du Kunduz. Le déploiement militaire sur les contreforts de l'Hindou-Kouch est très impopulaire outre-Rhin. Toujours dominée par un fort courant pacifiste, l'opinion publique s'émeut de constater que les soldats allemands engagés sur place sont de plus en plus fréquemment la cible d'attaques des talibans.

La même configuration existe en Espagne où, comme partout, le jugement porté sur la mission en Afghanistan évolue en fonction du prix à payer en vies humaines.

L'impasse de la voie militaire

Huit ans d'occupation occidentale par l'OTAN n'ont permis aucune victoire sur les talibans. Pis, ces derniers ont regagné une bonne partie du terrain perdu en 2001. Répétons-le, « les talibans ont pris le dessus dans le pays », reconnaissait il y a quelques jours le général américain McChrystal. En écho à ce constat d'échec émis par le patron des forces étrangères en Afghanistan, Kaboul, la capitale donnée comme l'une des villes les plus sécurisées, est le théâtre quotidien de violents attentats contre les cibles les plus symboliques : les quartiers de l'OTAN, un convoi transportant des troupes de la coalition internationale, une attaque de banque au cœur de la

cité... Toutes ces offensives ont été revendiquées par les talibans. Huit ans d'occupation occidentale pour un tel échec oblige sociétés et gouvernements à s'interroger sur ses causes et les choix des pays occidentaux engagés dans une guerre américaine.

« Je ne cesse de répéter qu'il est illusoire de penser que ce sont avant tout les forces militaires qui peuvent réussir à mettre fin au conflit. Ce sont les efforts politiques qui doivent être en tête de notre agenda », a tranché Kai Eide, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afghanistan, dans un entretien avec le Centre d'actualités de l'ONU en juillet dernier. Une façon de suggérer que les Nations unies reprennent la main.



Femmes afghanes contre la guerre

Il ne faut pas oublier que derrière les discours officiels, le pays est au centre d'enjeux mondiaux. « Je ne me souviens pas d'avoir vu une région émerger si soudainement au point de devenir aussi importante stratégiquement que la Caspienne », affirmait l'ancien vice-président Dick Cheney dans un discours aux magnats du pétrole en 1998. En février de la même année, John Maresca, vice-président des relations internationales chez Unocal Corporation, vantait l'utilité de l'Afghanistan pour capter et transférer le pétrole de la Caspienne. Malgré le désastre patent et la rupture sur bien des points avec l'ère Bush, Barak Obama a appelé à une nouvelle escalade militaire. Il s'agirait d'une « guerre de nécessité » dit-il, tout en admettant que la victoire « ne sera ni facile ni rapide ». D'où les demandes du général McChrystal d'une rallonge de 10 000 à 20 000 hommes et l'envoi de nouvelles armes de haute technologie. Pour paraphraser, le titre de l'écrivain français Daniel Rops, « Morts, où est votre victoire ? »

Hamid Karzaï, du pétrole à la présidence

Malgré les dissensions naissantes, Hamid Karzaï, faute d'alternative véritable, demeure un maître atout pour les États-Unis. Il est une vieille relation des stratèges de Washington lui qui quitta son pays en 1970 pour suivre des études et est revenu au début des années quatre-vingt combattre les Soviétiques. Après avoir été ministre des Affaires étrangères, il démissionne dans les années 1990 et se range aux côtés des talibans. Mais il prend son envol comme consultant d'Unocal, entreprise pétrolière et gazière californienne, alors que la compagnie conclut un accord avec les talibans pour la construction d'un pipeline à travers l'Afghanistan. L'héritier d'une grande tribu pachtoune, bien en cour à Washington, reste un homme de clan s'appuyant sur les élites et les seigneurs de guerre. Pour garder le pouvoir, aucune concession à l'islam intégriste ne le gêne. Ainsi, en 2006, il accepte le projet de rétablissement du département de la promotion de la vertu et de la prévention du vice - mis en place sous le régime taliban. Le président candidat a confirmé en ratifiant une loi qui impose aux épouses chiites « de satisfaire les pulsions sexuelles de leurs maris et de recevoir leur autorisation pour sortir de chez elles ». Le rapport de 2007 de la commission indépendante afghane contre la corruption a bizarrement disparu. L'un des frères du président afghan y était mis en cause dans une affaire de trafic de drogue. Selon le New York Times, de nombreux hauts fonctionnaires et des ministres impliqués sont tous restés en place, voire même promus.

Bagram, geôle secrète américaine

Que vont devenir les 600 détenus de Bagram, la base américaine proche de Kaboul, cette zone de « non droit » où croupissent ces « ennemis combattants » privés d'avocats et d'ailleurs de tout droit élémentaire à la défense ? Selon le New York Times, l'administration Obama envisagerait de donner de « meilleures chances » aux prisonniers de Bagram, lesquels pourraient faire appel de leur incarcération. Droit qui leur était jusqu'à présent interdit. Chacun d'entre eux se verrait assigner un responsable militaire américain chargé de chercher des preuves, dont des témoins ou des documents classifiés, pour l'aider à contester sa détention. Les appels seraient jugés par une commission d'examen nommée par l'armée américaine. Les mesures annoncées restent donc dans le cadre militaire. Autant dire que l'accusé défendu par son propre accusateur n'a guère de chances d'être innocenté.

Seule concession de l'administration Obama, la mise en place, depuis août, de nouvelles procédures qui prévoient de transmettre au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui ne peut pas faire de visites de bague, l'identité des détenus dans les deux semaines suivant leur arrestation.

Située au sein d'une base aérienne au nord-est de Kaboul, « Bagram cumule les mêmes griefs que Guantanamo », rapporte Amnesty International. La prison est devenue le point de chute de nombreux suspects arrêtés dans le cadre de la lutte antiterroriste. Le CICR, seule ONG à avoir eu le droit d'inspecter l'établissement, a constaté, à l'été 2007, de nombreuses entorses aux droits de l'homme. En mai 2005, le New York Times avait révélé que deux prisonniers afghans étaient morts sous les coups de leurs gardiens, trois ans plus tôt, lors de leur interrogatoire.

Guerre et torture rapportent gros

Un document officiel, éventé par Newsweek, relate comment la CIA a confié une partie du « sale boulot » de la guerre en Irak et en Afghanistan à une armée de mercenaires. Ils se chargeaient de la torture des détenus, simulant des exécutions, appliquant des électrodes, utilisant ce manuel mode d'emploi à destination des bourreaux dont la révélation avait déjà provoqué un débat sur les méthodes employées au temps de George Bush. Sauf que cette fois, il apparaît, selon d'autres sources, que la sous-traitance d'opérations de « sécurité » se poursuit.

Le directeur de la CIA, Leon Panetta, avait informé le Congrès que la société Blackwater avait été chargée par la centrale, en 2004, de mettre en œuvre un programme secret d'exécutions de dirigeants d'Al Qaida. Opération qui ne connut pas le résultat espéré.

Deux anciens mercenaires ont confié à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel que leur compagnie avait été chargée de transférer des détenus de Guantanamo dans les prisons secrètes de la CIA au Pakistan, en Afghanistan et en Ouzbékistan. Des opérations qui se déroulaient alors que l'actuel ministre de la Défense, Robert Gates, était à la tête de la CIA. Blackwater est actuellement poursuivie aux États-Unis pour l'implication qui a fait 17 morts en plein centre de la capitale irakienne. Elle est également accusée par les Irakiens de viols, de vols, de destructions...

Repliée en grande partie en Afghanistan, elle a été chargée notamment d'y remplacer les spécialistes de la CIA pour certaines basses besognes.

Blackwater a participé au conflit en Bosnie (début des années quatre-vingt-dix), à la « révolution des roses » en Géorgie (2003). La compagnie s'est installée dans la foulée du déploiement américain en Asie centrale, en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, où elle veille sur l'oléoduc qui va de Bakou à Ceyhan, en Turquie.

Le PDG de cette prospère société, Erik Prince, est un fondamentaliste chrétien, et ses hommes sont aussi bien d'anciens commandos de l'Apartheid, de l'armée de Pinochet, des ex-contras du Nicaragua, des escadrons de la mort du Honduras ou de Colombie ou des anciens détenus... Du « beau linge ». Ses frais sont couverts par le budget du département d'État et du ministère de la Défense US.